

## Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin bimestriel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord et centre du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

**Temur SHAROPOV**, Chargé de Communication et Liaison (section S&R) - [sharopov@un.org](mailto:sharopov@un.org)

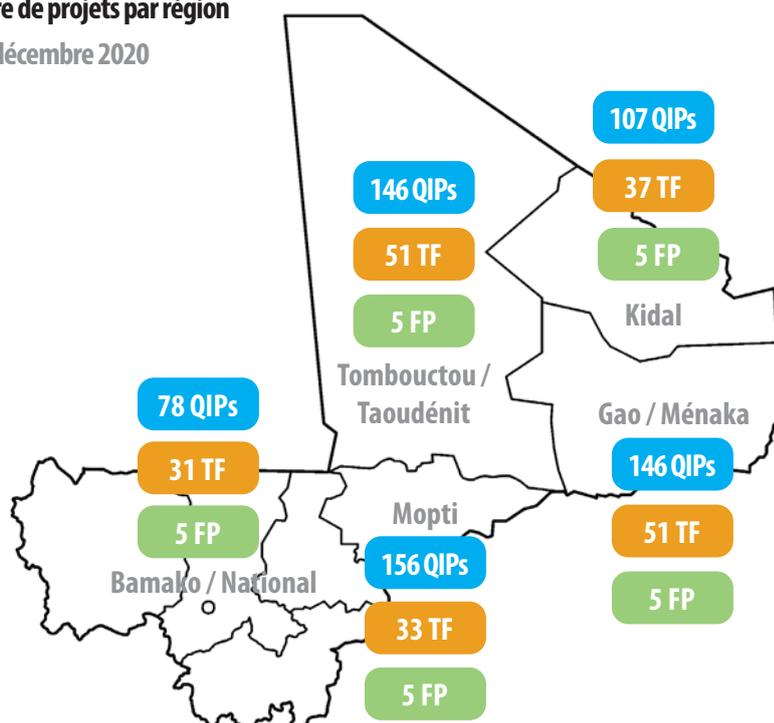


*Merci à tous les partenaires  
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,  
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.  
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

## Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 31 décembre 2020



Retrouvez tous les Bulletins bimestriels de S&R sur le site de la MINUSMA:  
<https://minusma.unmissions.org/bulletin-mensuel>

## Faits saillants

- Coordination et Partenariat : réunion mensuelle du Groupe Thématique (GT) - Cohésion Sociale
- Réunion de la CRZPC au niveau technique : présentations et discussions de la ZODEREN et du FDD
- Mopti : MINUSMA contribue à la sauvegarde de deux millions de faits d'état civil (QIP)
- Tombouctou : la remise de 2 projets de donation de kits d'hygiène et d'équipements de prévention et de lutte contre la Covid-19 (QIP)
- Gao : la MINUSMA lance un projet de renforcement des structures de la Garde Nationale (QIP)
- Mopti : la remise de projet de renforcement des capacités des Forces de sécurité maliennes (FF)
- Tombouctou : le lancement du projet de création d'une filière de formation sur les manuscrits de Tombouctou (FF)
- Gao : l'appui de la MINUSMA aux Forces de défense et de sécurité maliennes par l'inauguration d'un hangar-atelier (FF)
- Focus sur un projet: MINUSMA réitère son soutien aux efforts de grands projets de développement dans le Nord

## Chiffres clés

**Projets à impact rapide (QIPs) : 490 projets finalisés et 143 en cours sur un budget de 23,9 millions de dollars américains** (633 projets au total depuis 2013)

**Fonds Fiduciaire (TF) : 141 projets finalisés et 84 projets en cours sur 225 projets approuvés pour un coût de 93,5 million de dollars américains sur un budget de 106 millions de dollars américains** (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO)

**Fonds programmatiques S&R (FP) : 5 projets** depuis 2017 pour un **budget de 1,2 million de dollars américains**

### Secteurs

#### QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

#### TF Fonds Fiduciaire

Négociations de paix / Processus de médiation / DDR / RSS / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Rétablissement de l'autorité de l'Etat / Appui aux forces de sécurité et de défense maliennes / Cohésion sociale

#### FP Fonds programmatiques S&R

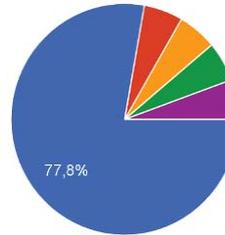
Retour de l'autorité de l'Etat / Renforcement de capacités de la partie malienne / Soutien aux Autorités régionales et locales et institutions nationales

**1.** En novembre/décembre 2020, la Task Force Nexus, composée des représentants du SNU (UNICEF, PAM, PNUD, OCHA), FONGIM (IRC, NRC) et bailleurs (Suisse, Allemagne, ECHO) ainsi que la co-coordination de la CRZPC (France, MINUSMA) a pu accomplir des progrès significatifs. La proposition d'une phase pilote Nexus (Phase 3 de l'approche Nexus au Mali), telle qu'elle avait été élaborée par le groupe depuis octobre, a été présentée à la réunion GEC de novembre 2020. Cette phase pilote vise à faciliter une analyse détaillée de l'efficacité des approches proposées lors de la phase deux Nexus, notamment de l'approche « situation types » et des feuilles de route Nexus sectorielles, et d'en tirer des leçons. L'analyse conjointe et le développement des objectifs collectifs ainsi que la définition d'une matrice de programmation Nexus, à mettre en œuvre dans 2-3 communes pilote, se trouvent au cœur de ce pilote. Un sondage réalisé auprès des membres du GEC en décembre a indiqué que le GEC a été favorable à la mise en œuvre de cette phase pilote au Mali (voir la graphique ci-contre ▼).

**2.** Le 19 novembre, la co-coordination de la CRZPC (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit) représentée par la France et la MINUSMA S&R a organisé la **session mensuelle de la CRZPC sur le plan technique**. L'une des principales discussions a porté sur la mise en œuvre des Zones de Développement des Régions du Nord du Mali (ZODEREN) et du Fonds de Développement Durable (FDD). La Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) a fait une présentation sur la ZODEREN. A noter que Conseil consultatif interrégional (CCI) de la Zone de Développement des Régions du Nord du Mali (ZODEREN) vient de nommer ses membres ce qui est une avancée considérable vers l'opérationnalisation de la ZODEREN. Aussi sur la seconde moitié de la réunion, la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP) a fait une présentation sur le Fonds de Développement Durable (FDD) centrée sur les objectifs, les critères d'éligibilité, les procédures financières, administratives et comptables ainsi que les premières propositions de projets. Le comité de gestion du FDD tenu le 9 décembre a retenu 16 projets pour un montant de 38 449 535 412 FCFA. Cette sélection sera soumise au Comité de Pilotage qui devrait se réunir sous la présidence du Premier Ministre avant la fin du mois de février.

Etes-vous favorable au lancement de la Phase pilote Nexus autour d'un cas pratique au niveau décentralisé dans la région de Mopti?

18 réponses



- Oui
- Non
- Nous nous devons de mettre en oeuvre le Nexus.
- Non, pas dans le cadre du GEC, mais dans le cadre de l'Alliance Sahel ou le PSIRC
- Neutre.

**3.** Le 17 décembre, la co-coordination de la CRZPC (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit) représentée par la France et la MINUSMA S&R a organisé la réunion mensuelle de la CRZPC (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit). Le retour de l'État et appui à l'accès aux services sociaux de base était au cœur de la réunion. Dans sa présentation, le Conseiller Technique du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) a fait le point sur la présence de l'État à travers les représentants de l'Administration (gouverneurs, préfets, sous-préfets) et des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire national et pour chacune des 10 régions fonctionnelles et du District de Bamako. Les principales actions à mener ainsi que les conditions de réussite de l'approche pour le retour de l'État ont été présentées avant que le MATD ne fasse un vibrant plaidoyer à l'endroit de la communauté internationale de rester engagée soutenir ce processus. Un certain nombre de partenaires volontaires ont présenté les initiatives respectives en lien avec le retour de l'État et des services sociaux de base dans les régions du Nord et du Centre afin de partager les bonnes pratiques entre PTF. Les présentations et les échanges font ressortir les conclusions suivantes : (i) les besoins des populations dans les régions du Nord et du Centre seront importants en 2021 avec des risques d'extension de la crise et de dégradation de la situation dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et surtout Ségou ; (ii) la coordination interministérielle du processus de retour de l'État et des services sociaux mérite d'être mieux clarifiée et renforcée et (iii) le partage avec les PTF de la feuille de route de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale sur le retour de l'État et des services sociaux de base revêt d'une importance capitale pour la mobilisation des partenaires et une meilleure coordination des différentes initiatives. À la suite de cette rencontre, la CRZPC compte organiser une série de réunions pour comprendre plus en détail les défis et perspectives, secteur par secteur.

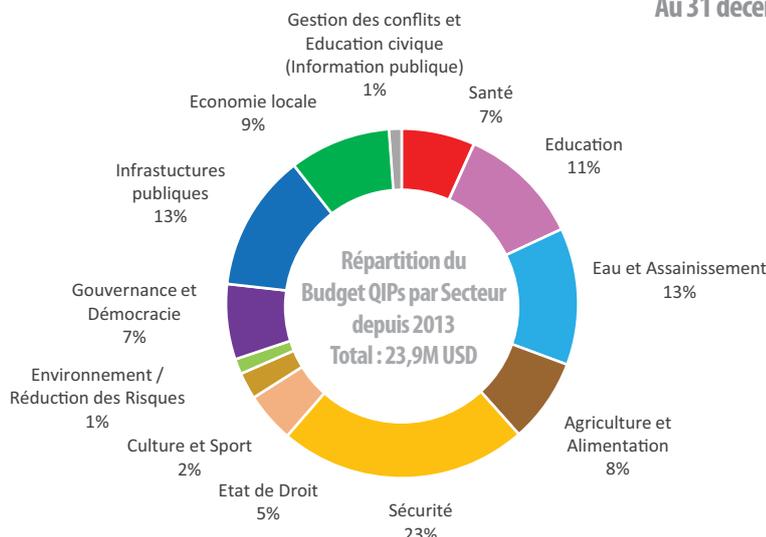
Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la

formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

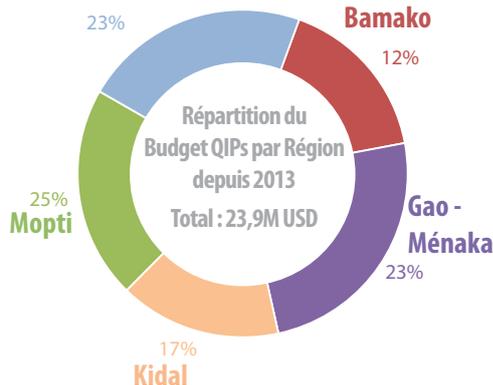
Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Pour plus d'information: <http://bit.ly/2yqonz8>

Au 31 décembre 2020



**Tombouctou - Taoudénit**



## Faits marquants du mois

**1.** Le 11 novembre, à Ansongo, la MINUSMA a pris part à la cérémonie de lancement d'un projet à impact rapide initié par la Police des Nations Unies / UNPOL. Ce projet à impact rapide intitulé « projet de renforcement des plans de sécurité du peloton de la Garde Nationale d'Ansongo », d'un montant de 41 881 dollars américains soit 24 995 676 FCFA. Prévu sur une durée de trois mois, le projet consiste à la réalisation des travaux de renforcement des structures de la Garde Nationale dont la construction d'une guérite pour les hommes de garde et de trois miradors de protection, l'augmentation du niveau du mur de clôture avec des barbelés, l'aménagement d'un parking avec hangar, et enfin l'acquisition de moyens de communication radio. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3rpLnHi>

**2.** Le 19 novembre, dans la localité de Sabogha à 15 km au sud de Kidal, l'équipe Minusma a procédé à une remise officielle du projet à impact rapide en présence de nombreux participants de la société civile, des leaders communautaires, des bénéficiaires, notamment les femmes et les jeunes, du chef du secteur de Sabogahk et des autorités locales. Ce projet, parrainé par la Division des droits de l'homme pour un montant de 22 670 dollars américains soit plus 13 millions FCFA consiste à la construction d'un château d'eau équipé d'une pompe solaire sur le puits de Sabogha. Lors de la visite, la MINUSMA a félicité l'ONG Tinfá Nakal, partenaire d'exécution de ce projet, pour la qualité du travail et

a réitéré son engagement à soutenir les populations civiles lorsque cela était nécessaire. Lors des discussions avec la population de la localité, très majoritairement présente pour la passation du projet, certaines recommandations ont été reformulées par elles, notamment par les femmes qui souhaiteraient être accompagnées pour la mise en place d'une activité génératrice de revenu (AGR) afin qu'elles contribuent également au développement de leur localité.

**3.** Le 18 novembre, la section S&R a participé à la cérémonie de lancement des activités des deux projets à impact rapide qui se sont déroulées à Anefis et Imbogitan dans la commune rurale d'Anefis - cercle de Kidal. Le premier projet, visant à soutenir la relance des activités commerciales de produits artisanaux des forgerons d'Anefis de l'association Artisanal Sarho, d'un montant de 29 519 dollars américains soit 17 282 619 FCFA pour une durée de 3 mois, est parrainé par la Force de la Mission et mis en œuvre par l'ONG locale ALMOAD. Quant au deuxième projet consistant en la construction d'un château d'eau équipé d'un système solaire dans le village d'Inboguitane, commune rurale de l'ANEFIF pour un montant de 23 740 dollars américains, soit 13 899 000 FCFA, et pour une durée de 2 mois. Ce dernier est parrainé par la Division des affaires politiques (PAD) et également mis en œuvre par l'ONG locale ALMOAD. En parfaite harmonie avec le mandat de Mission, ces 2 projets à impact rapide contribuent directement à l'amélioration des conditions de

vie des populations des zones reculées du nord du Mali, en harmonie avec leur mode de vie traditionnel. Ces structures faciliteront l'accès à l'eau, tant pour l'usage domestique que pour la reproduction

**4.** Le 26 novembre, a eu lieu la cérémonie de remise officielle du projet à impact rapide, à savoir la reconstitution des faits d'état civil du diocèse de Mopti par l'appui au classement, l'archivage physique et la numérisation, en présence d'une importante délégation de la communauté chrétienne, des sympathisants, du conseil communal de la commune rurale de Socoura et d'une délégation de la MINUSMA conduite par le chef d'équipe S&R. Pour un coût total de 46 663 dollars américains soit 27 320 000 FCFA, le projet a permis la mise en place d'un système de classement (physique et électronique). Un projet qui contribue à la sauvegarde des faits de l'état civil de l'Eglise catholique qui sont partie intégrante de l'Etat civil malien. À ce jour, 90% des actes d'état civil ont été préservés de la destruction et de la disparition. Le projet a aussi permis la réalisation de huit services de classement et d'archivage fonctionnels au sein de l'église, le classement et l'archivage de deux millions (2 000 000) de faits d'état civil, un système de gestion physique et numérisé, l'aménagement de salles transitoires des archivages qui remplissent les conditions de conservation et de sécurité idoines, des équipements de rangements, etc. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3jmC5cz>

**5.** Le 24 et 26 novembre, le Secrétariat Permanent du Cadre politique de gestion de la crise et l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL), avec l'appui technique et financier de la Division des Affaires Politiques de la MINUSMA, ont successivement lancé à Mopti et Ségou, trois projets à impact rapide (QIPs). Ces derniers portent sur l'appui à la production et la diffusion d'émissions radio axées sur la Stratégie de stabilisation du Centre du Mali, à travers 46 radios de proximité pour une durée de six mois. Ces projets ont pour objectif de sensibiliser davantage les populations des régions de Mopti et de Ségou, sur la Stratégie de stabilisation du centre du Mali. 46 radios bénéficieront ainsi d'un appui technique et logistique à la réalisation et la diffusion d'émissions radiophoniques. Il s'agit des programmes qui s'adressent en particulier aux femmes, aux jeunes et aux populations vulnérables, afin de renforcer leur adhésion et leur contribution à son application. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des tâches prioritaires de la MINUSMA, au cœur desquelles réside l'appui aux partenaires maliens pour la stabilisation des régions du Centre, deuxième priorité de la Mission onusienne. Depuis la conception de ces projets, les partenaires maliens et la Division des Affaires politiques travaillent en étroite collaboration avec la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MINUSMA qui leur fournit, entre autres, un appui technique. Ces projets font également partie intégrante des actions de la MINUSMA et de l'Équipe Pays des Nations Unies en soutien aux efforts du Gouvernement malien pour la stabilisation des régions de Mopti et de Ségou. C'est dans ce cadre que la MINUSMA finance ces trois projets à impact rapide à hauteur de 152 680 dollars américains soit plus de 82.6 millions FCFA. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3aRLzbZ> ▼



**6.** Les 16 et 17 décembre, le bureau régional de la MINUSMA a procédé à deux remises de kits d'hygiène et d'équipements de prévention et de lutte contre la Covid-19 aux autorités judiciaires et sanitaires de la région de Tombouctou. La première remise vient de la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires (SAJP). Elle est destinée aux juridictions de la région et s'inscrit dans le cadre de la campagne de planification, de prévention et de réponse à la pandémie de la Covid-19, initiée par les autorités maliennes en collaboration avec la MINUSMA. La seconde est celle du projet de renforcement des capacités de l'Hôpital régional de Tombouctou. Financé par la Division des Affaires civiles à hauteur de 44 mille dollars américains soit 24 millions de FCFA à travers les projets à impact rapide de la MINUSMA. Quant à la seconde remise, elle concerne le projet de renforcement des capacités de l'Hôpital régional de Tombouctou. Il a été parrainé par la Division des Affaires civiles et financé à hauteur de 44 mille dollars américains soit 24 millions de FCFA, à travers également un projet à Impact rapide de la MINUSMA. Il permettra à la structure hospitalière de faire face aux besoins prioritaires dans la gestion contre la Covid-19. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3twv2Ha> ▶

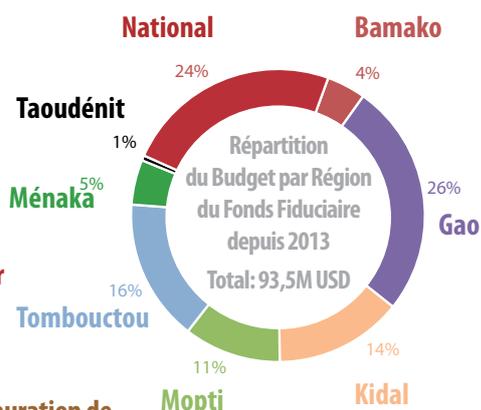


**7.** Le 18 décembre, le bureau de la MINUSMA à Tombouctou a procédé à la remise officielle d'un important lot de médicaments dits « essentiels ». Cet appui financé par un projet à impact rapide (QIP) de la MINUSMA dont le montant est d'environ 44 mille dollars américains soit 24 millions de FCFA bénéficiera à vingt centres de santé communautaires, à travers la direction régionale de la santé. Le lot de médicaments assurera l'accès au paquet minimum de services sanitaires à 49 490 personnes. Ce sont notamment des femmes enceintes, au nombre de 474 et des enfants vivant dans des zones difficiles d'accès qui en sont les bénéficiaires directs. Avec les répercussions de la crise sanitaire liée à la Covid-19, de nombreux centres de santé font face à un manque de produits pharmaceutiques et médicaux. Cette donation va au profit des localités où les structures sanitaires de base fonctionnent malgré le défi de l'approvisionnement. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/201xlrw> ▶

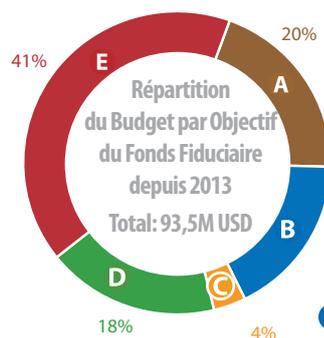


Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 106 millions de dollars américains, dont 88% sont alloués aux projets existants.



**E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali**



**A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections**

**B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS**

**D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)**

**C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)**

Au 31 décembre 2020

**Faits marquants du mois**

1. Le 11 novembre, la Section de la Stabilisation et Relèvement (S&R) a participé à la cérémonie officielle de remise du projet du Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali consistant en un renforcement des capacités des Forces de sécurité maliennes (FSM) qui s'inscrit dans le cadre de stratégie de police de proximité dans la région de Mopti. En parfaite harmonie avec le mandat de Mission, ce projet vise à restaurer la confiance entre les FSM et les populations et à les amener à prendre en compte leur propre sécurité. Ce projet s'inscrit également dans le cadre du Plan de Sécurité Intégré pour les Régions du Centre (PSIRC), au niveau de toutes les autorités de sécurité du pays, adopté en 2017 par l'Etat malien afin de mieux répondre aux enjeux sécuritaires de la région de Mopti. À l'appui de ce plan de sécurité et conformément à son mandat, la réalisation de ce projet s'inscrit dans le cadre d'une des contributions financières de l'Allemagne au Fonds fiduciaire pour la sécurité et la paix au Mali d'un montant de 156 508 dollars américains soit 86,9 millions de FCFA et a été parrainé par la Police des Nations Unies (UNPOL). Les activités suivantes ont été menées: (i) formation des FSM dans les modules de police locale; (ii) réhabilitation et équipement du poste de police de proximité; (iii) don de motos, de matériel de communication et de matériel divers au poste de police de proximité et à la garde nationale et gendarmerie nationale de Mopti; (iv) la construction et l'équipement

▶ du poste d'accueil de la Gendarmerie nationale et (v) l'organisation de séances de sensibilisation, de journées portes ouvertes et d'activités socioculturelles d'intérêt commun. Mis en œuvre par la section de Projets du pilier développement de la UNPOL, il a permis de créer 440 emplois temporaires au profit de la main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée embauchée pour les travaux de construction et de réhabilitation au niveau des postes d'accueil respectifs du commissariat de Police et de la Gendarmerie à Sévaré. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3trL7JL>

2. Le 12 novembre, la Direction régionale de la Police nationale de Tombouctou, en collaboration avec l'Association pour le Développement de la Région de Tombouctou (ADRT), et avec l'appui de la Police des Nations Unies (UNPOL) a officiellement lancé le projet « police de proximité » dans la région de Tombouctou. Ce projet, fondé sur le partenariat police-population, est financé par la MINUSMA pour plus de 306 000 dollars américains soit 170 millions de FCFA, à travers une contribution de l'Allemagne au Fonds Fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali. La cérémonie présidée par le Gouverneur de la région a réuni les autorités administratives, coutumières et religieuses ainsi que les leaders des associations de jeunes et de femmes des cinq cercles de la région. ▶

▶ Les responsables locaux des Forces de Défense et de Sécurité Malienne (FSM), le Maire de la ville, les représentants du Chef d'UNPOL et du Chef de bureau de la MINUSMA étaient aussi présents. En marge de la rencontre pour un deuxième projet, une délégation composée du Chef du Pilier développement d'UNPOL, du Chef de la Section gestion des projets, du Point focal de la Police de Proximité Bamako et des UNPOL a remis au Gouverneur des matériels de maintien de l'ordre au profit de 112 éléments des FSM, comprenant 65 agents du Groupement Mobile de Sécurité de la Police de Tombouctou et quarante-sept (47) agents de la Garde Nationale. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appui aux Forces de Défense et de Sécurité Malienne par l'équipement en matériels de maintien de l'ordre « ROBOCP ». Ce don s'élève à plus de 59 millions de FCA à travers un appui du CANADA au Fonds Fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/39RBWKP> ▼



**3.** Le 25 novembre au Camp Militaire Firhoun Ag Alinsar de Gao, a eu lieu l'inauguration d'un hangar-atelier d'une valeur de 54 195 dollars américains soit 29 millions de FCFA. Destiné à la réparation des engins, ce hangar-atelier a été financé par le biais d'une contribution de l'Allemagne au Fonds Fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali. Initié par la section de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS-DDR) de la MINUSMA, ce projet intitulé «Soutien logistique aux unités de l'armée de terre en opérations» vise à améliorer les conditions de travail du personnel technique des FAMA. L'appui de la MINUSMA aux FAMA s'inscrit à la fois dans le cadre de son Mandat mais aussi dans l'objectif du Fonds fiduciaire, dont le spectre comprend, selon ses textes : « *Toute activité en soutien des Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) comme demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2531 (2020), et d'autres Résolutions, y compris l'équipement des FDSM avec du matériel non légal pour engager leur responsabilité dans le renforcement de la sécurité au Mali ; dispense de formations basiques et de cours spécialisés ; paiement d'allocations ; et appui logistique et administratif pour le soutien et la préservation des Forces [...]* »  
Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3oMC02M>

**4.** Le 26 Novembre, l'institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba de Tombouctou (IHERI-ABT), a abrité la cérémonie de lancement du projet de création d'une filière de formation sur les manuscrits de Tombouctou. Ce projet parrainé par l'UNESCO a été financé par la Norvège à travers le Fond Fiduciaire pour la Paix et la Sécurité au Mali pour un montant de 405 610 dollars, soit plus de 783 millions de FCFA. Exécuté par (IHERI-ABT) en collaboration avec le Centre pour l'Étude des Cultures Manuscrites (CSMC) de l'Université de Hambourg, ce projet envisage la formation de 30 formateurs dans le domaine de l'entretien et la restauration de manuscrits anciens. Les manuscrits de Tombouctou forment un ensemble de plusieurs centaines de milliers de documents dont les plus anciens remontent au 13ème siècle. Ce projet de formation en métiers du livre, d'une durée de deux ans, sera sanctionné par un Diplôme Universitaire de Technologie (DUT). 30 jeunes dont au moins 10% des filles seront formés. Ce qui contribuera à la valorisation des manuscrits anciens et à l'accès à des opportunités de formation aux jeunes notamment bacheliers du système éducatif arabe. Ce programme vient s'ajouter aux actions conjointes déjà entamées par l'UNESCO et la MINUSMA dans le cadre du Programme de Réhabilitation du Patrimoine culturel et la sauvegarde des manuscrits anciens.  
Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3rr2ZCE>

**5.** Le 26 Novembre, le Bureau régional de la MINUSMA à Mopti, à travers sa Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité/Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (RSS-DDR) a procédé à la remise de certificats à 23 Gardes forestiers (Park Rangers), sanctionnant une formation aux techniques de contre-braconnage pour la protection des communautés et des éléphants de la région du Gourma, s'étendant à Tombouctou, Mopti et Gao. Cette formation entre dans le cadre de la deuxième phase du projet portant sur la «Sécurité communautaire et soutien à la lutte contre le braconnage dans la région du Gourma». À travers le Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali, la MINUSMA a injecté plus de 319 millions de FCFA dans cette deuxième phase. Cette cérémonie de remise de certificats a consacré la clôture de la deuxième phase du projet « Sécurité communautaire et soutien à la lutte contre le braconnage dans la région du Gourma », faisant ainsi passer le nombre total de rangers formés et équipés à quatre-vingt-quinze (95) au total. L'objectif global vise à renforcer les capacités techniques des Gardes forestiers et des militaires maliens, afin de leur permettre de mieux assurer leur fonction de protection de la faune et de la flore, ainsi que des communautés riveraines. Pendant six mois, les vingt-trois (23) nouveaux récipiendaires de la Brigade Mixte de lutte contre le braconnage ont été formés pour assurer la protection de la faune et des communautés du Gourma. Un troisième volet du projet va prochainement démarrer, toujours à travers le Fonds Fiduciaire grâce aux contributions du Royaume-Uni et du Canada, pour la poursuite du renforcement des capacités, l'exploitation de l'ULM et la construction des dites infrastructures à la demande de l'État-Major Général de l'Armée malienne et de la Direction nationale des Eaux et Forêts.  
Pour plus d'informations : <http://bit.ly/3aCA3Rt>

**6.** Le 28 décembre, la MINUSMA a lancé le projet de construction du barrage souterrain de retenue d'eau à Iklahine, dans la région de Kidal. Cette initiative portée par de la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion (RSS/DDR) de la Mission de l'ONU au Mali, avec l'appui du Royaume-Uni, à travers le Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la paix et la sécurité au Mali pour un montant plus de 110 mille dollars américains soit près de 60 millions FCFA, va contribuer à l'amélioration de la capacité de renouvellement de la nappe phréatique pour l'amélioration de l'accès des habitants de cette localité et de ses environs à l'eau potable. Ce projet va permettre à trente personnes de travailler sur le chantier pendant six mois et va engendrer d'énormes retombées pour l'économie locale, car les fournisseurs et prestataires de services mis à contribution sont de Kidal.  
Pour plus d'informations : <http://bit.ly/36KVDIK>



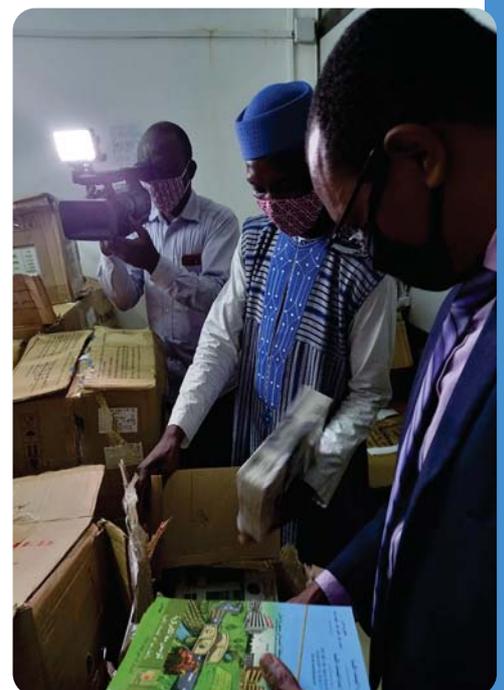
Le 11 novembre 2020 dans la matinée, a eu lieu dans la salle de réunion de la Direction Générale des Collectivités Territoriales, la cérémonie de remise symbolique des documents traduits et édités dans le cadre de la mise en route du projet de Sensibilisation et d'Information sur les Zones de Développement des Régions du Nord du Mali (ZODEREN) en présence de Monsieur Abdrhamane CISSE, le Directeur General des Collectivités Territoriales (DGCT) et Monsieur Amadou HAMADOU, le Responsable des Programme de la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA.

Ce projet vise essentiellement une plus grande diffusion des textes de base pour une bonne appropriation de tous les acteurs étatiques, et de la société civile, en vue de mettre sur pied et opérationnalisé un mécanisme consensuel de discussion sur les grands projets de développement dans le nord, et de faciliter d'autre part, à dissiper les soupçons séparatistes qui persistent entre le Nord et le Sud du pays. Et pour y arriver, il fallait partir de la sensibilisation et de l'information efficace de tous les acteurs sur ce que sont les Zones de Développement des Régions du Nord du Mali (ZODEREN), pourquoi ont-elles été créées, qu'attendons des responsables institués dans ces zones, et qu'attendons des acteurs aussi en termes de redevabilité réciproque.

Monsieur CISSE a marqué l'ouverture des travaux de la cérémonie en adressant un discours inspirant, saluant vivement l'esprit et la volonté manifeste de la Minusma à travers la Section Stabilisation et Relèvement, qui ne ménage aucun effort pour accompagner les efforts du Gouvernement malien même pendant cette période négativement impactée par les effets de la COVID-19. Monsieur HAMADOU a, à son tour, salué la bonne volonté, l'engagement et la détermination du Directeur General des Collectivités Territoriales en sa personne et soutenue par son équipe qui ont permis l'obtention de nombreux résultats, et la continuité de ce partenariat jusqu'à ce jour, dont les perspectives embrassent déjà les actions prochaines de 2021. Subséquemment, le Sous-directeur Coopération et partenariat et Point Focal du Projet de Sensibilisation et d'Information sur les Zones de Développement des Régions du Nord du Mali (ZODEREN), a partagé avec l'auditoire les produits générés depuis le lancement de ce projet afin de faciliter une meilleure appréciation des avancées réalisées. Ce fut alors le moment de la remise symbolique d'un échantillon des documents traduits et autres supports produits aux représentants de la Minusma par Monsieur Abdrhamane CISSE. Il a procédé ensuite à la présentation du lot entier de ces documents et supports sauvegardés en stock avant la distribution dans les régions concernées.

Ce projet s'aligne au Mandat de la MINUSMA, pour qui « appuyer les efforts du Gouvernement pour rétablir et restaurer effectivement et progressivement l'autorité de l'Etat », demeure une priorité.

Pour rappel, en plus de ce projet, la section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA a dans les années précédentes déjà soutenu le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation à travers 3 autres projets mis en œuvre en étroite collaboration avec la DGCT. D'un montant total de 390 Million Franc CFA et destinés, pour le premier projet, à renforcer les capacités des Collectivités territoriales et des Agences de Développement Régional des six Régions du Nord et du Centre (Gao, Kidal, Ménaka, Tombouctou, Taoudéni et Mopti), pour le second, à soutenir l'organisation de Comités Locaux d'Orientation, de Coordination et de suivi des Activités de Développement (CLOCSAD), et quant au troisième, à renforcer l'appropriation du processus de régionalisation par les dirigeants locaux et les populations des cinq régions du Nord. Ces deux derniers projets sont dans la phase final d'exécution.





**LA SECTION STABILISATION ET RELÈVEMENT  
VOUS SOUHAITE UNE BONNE  
ANNÉE 2021**

**Ensemble  
pour la  
stabilité  
du Mali**

